

REPÚBLICA DE



CABO VERDE

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 104\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 15\$ a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:

	Ano	Semestre
Para o país	1 600\$00	1 100\$00
Para países de expressão portuguesa	2 200\$00	1 400\$00
Para outros países	2 600\$00	1 800\$00
AVULSO por cada página		4\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas de Quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

3º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR

Lei nº 44/IV/92:

Ratifica a Convenção Contra a Tortura ou Tratamentos Cruéis, Desumanos ou Degradantes

Lei nº 45/IV/92:

Ratifica a Convenção que cria o Conselho de Cooperação Aduaneira

Resolução nº 11/IV/92:

— Aprova o Orçamento Privativo da Assembleia Nacional Popular para o ano económico de 1992.

Resolução nº 12/IV/92:

— Integra a Comissão Eventual para os símbolos nacionais (Bandeira, Armas e Hino) criada pela Resolução nº 7/IV/91, de 30 de Dezembro.

Resolução nº 13/IV/92:

Substitui alguns deputados membros de Comissões Especializadas Permanentes e do Grupo Parlamentar da U.I.P.

ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR

Lei nº 44/IV/92

de 9 de Abril

Por mandato do Povo, a Assembleia Nacional Popular decreta, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, o seguinte:

Artigo Único

Nos termos da alínea h) do artigo 58º da Constituição é ratificada a Convenção contra a tortura e outras penas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes, adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 10 de Dezembro de 1984, cujo texto em francês e a respectiva tradução em português fazem parte integrante da presente Lei, a que vêm anexos.

Aprovada em 28 de Fevereiro de 1992.

O Presidente da Assembleia nacional Popular,
Amílcar Fernandes Spencer Lopes.

Promulgada em 23 de Março de 1992.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO MANUEL MASCARENHAS GOMES MONTEIRO

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Les États parties à la présente Convention:

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde;

Reconnaissant que ces droits procèdent de la dignité inhérente à la personne humaine;

Considérant que les États sont tenus, en vertu de la Charte, en particulier de l'article 55, d'encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Tenant compte de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prescrivent tous deux que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

Tenant compte également de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale le 9 décembre 1975;

Désireux d'accroître l'efficacité de la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde entier:

Sont convenus de ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

ARTICLE PREMIER

1 — Aux fins de la présente Convention, le terme «torture» désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

2 — Cet article est sans préjudice de tout instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus large.

ARTICLE 2

1 — Tout État partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous la juridiction.

2 — Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.

3 — L'ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique ne peut être invoqué pour justifier la torture.

ARTICLE 3

1 — Aucun État partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.

2 — Pour déterminer s'il y a de tels motifs, les autorités compétentes tiendront compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'État intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives.

ARTICLE 4

1 — Tout État partie veille à ce que tous les actes de torture constituent des infractions au regard de son droit pénal. Il en est de même de la tentative de pratiquer la torture ou de tout acte commis par n'importe quelle personne qui constitue une complicité ou une participation à l'acte de torture.

2 — Tout État partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.

ARTICLE 5

1 — Tout État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 4 dans les cas suivants:

- a) Quand l'infraction a été commise sur tout territoire sous la juridiction dudit État ou à bord d'aéronefs ou de navires immatriculés dans cet État;
- b) Quand l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit État;
- c) Quand la victime est un ressortissant dudit État et que ce dernier le juge approprié.

2 — Tout État partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître desdites infractions dans le cas où l'auteur présumé de celles-ci se trouve sur tout territoire sous sa juridiction et où ledit État ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des États visés au paragraphe 1 du présent article.

3 — La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

ARTICLE 6

1 — S'il estime que les circonstances le justifient, après avoir examiné les renseignements dont il dispose, tout État partie sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction visée à l'article 4, assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures juridiques nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit État; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2 — Le dit État procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3 — Toute personne détenue en application du paragraphe 1 du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ou, s'il s'agit d'une personne apatride, avec le représentant de l'État où elle réside habituellement.

4 — Lorsqu'un État a mis une personne en détention, conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention et des circonstances qui la justifient les États visés au paragraphe 1 de l'article 5. L'État qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions aux dits États et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

ARTICLE 7

1 — L'État partie sur le territoire sous la juridiction duquel l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 4 est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, dans les cas visés à l'article 5, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale.

2 — Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit com-

mun de caractère grave en vertu du droit de cet État. Dans les cas visés au paragraphe 2 de l'article 5, les règles de preuve qui s'appliquent aux poursuites et à la condamnation ne sont en aucune façon moins rigoureuses que celles qui s'appliquent dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 5.

3 — Toute personne poursuivie pour l'une quelconque des infractions visées à l'article 4 bénéficie de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

ARTICLE 8

1 — Les infractions visées à l'article 4 sont de plein droit comprises dans tout traité d'extradition conclu entre États parties. Les États parties s'engagent à comprendre lesdites infractions dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2 — Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne lesdites infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'État requis.

3 — Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'État requis.

4 — Entre États parties lesdites infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire sous la juridiction des États tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.

ARTICLE 9

1 — Les États parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions visées à l'article 4, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2 — Les États parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux.

ARTICLE 10

1 — Tout État partie veille à ce que l'enseignement et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie intégrante de la formation du personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes qui peuvent intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit.

2 — Tout État partie incorpore ladite interdiction aux règles ou instructions édictées en ce qui concerne les obligations et les attributions de telles personnes.

ARTICLE 11

Tout État partie exerce une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'in-

terrogatoire et sur les dispositions concernant la garde et le traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées de quelque façon que ce soit sur tout territoire sous sa juridiction, en vue d'éviter tout cas de torture.

ARTICLE 12

Tout État partie veille à ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction.

ARTICLE 13

Tout État partie assure à toute personne qui prétend avoir été soumise à la torture sur tout territoire sous sa juridiction le droit de porter plainte devant les autorités compétentes dudit État, qui procéderont immédiatement et impartialement à l'examen de sa cause. Des mesures seront prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite.

ARTICLE 14

1 — Tout État partie garantit, dans son système juridique, à la victime d'un acte de torture, le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisée équitablement et de manière adéquate, y compris les moyens nécessaires à sa réadaptation la plus complète possible. En cas de mort de la victime résultant d'un acte de torture, les ayants cause de celle-ci ont droit à indemnisation.

2 — Le présent article n'exclut aucun droit à indemnisation qu'aurait la victime ou toute autre personne en vertu des lois nationales.

ARTICLE 15

Tout État partie veille à ce que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne puisse être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture pour établir qu'une déclaration a été faite.

ARTICLE 16

1 — Tout État partie s'engage à interdire dans tout territoire sous sa juridiction d'autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier lorsque de tels actes sont commis par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel, ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. En particulier, les obligations énoncées aux articles 10, 11, 12 et 13 sont applicables moyennant le remplacement de la mention de la torture par la mention d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2 — Les dispositions de la présente Convention sont sans préjudice des dispositions de tout autre instrument international ou de la loi nationale qui interdisent les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou qui ont trait à l'extradition ou à l'expulsion.

DEUXIÈME PARTIE

ARTICLE 17

1 — Il est institué un Comité contre la torture (ci-après dénommé le Comité) qui a les fonctions définies ci-après. Le Comité est composé de dix experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, qui siègent à titre personnel. Les experts sont élus par les États parties, compte tenu d'une répartition géographique équitable et de l'intérêt que présente la participation aux travaux du Comité de quelques personnes ayant une expérience juridique.

2 — Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les États parties. Chaque État partie peut désigner un candidat choisi parmi ses ressortissants. Les États parties tiennent compte de l'intérêt qu'il y a à désigner des candidats qui soient également membres du Comité des droits de l'homme, institué en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et qui soient disposés à siéger au Comité contre la torture.

3 — Les membres du Comité sont élus au cours de réunions biennales des États parties convoquées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. À ces réunions, où le quorum est constitué par les deux tiers des États parties, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des États parties présents et votants.

4 — La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envoie une lettre aux États parties pour les inviter à présenter leurs candidatures dans un délai de trois mois. Le Secrétaire général dresse une liste par ordre alphabétique de tous les candidats ainsi désignés, avec indication des États parties qui les ont désignés, et la communique aux États parties.

5 — Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection prendra fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces cinq membres sera tiré au sort par le président de la réunion mentionnée au paragraphe 3 du présent article.

6 — Si un membre du Comité décède, se démet de ses fonctions ou n'est plus en mesure pour quelque autre raison de s'acquitter de ses attributions au Comité, l'État partie qui l'a désigné nomme parmi ses ressortissants un autre expert qui siège au Comité pour la partie du mandat restant à courir, sous réserve de l'approbation de la majorité des États parties. Cette approbation est considérée comme acquise à moins que la moitié des États parties ou davantage n'émettent une opinion défavorable dans un délai de six semaines à compter du moment où ils ont été informés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la nomination proposée.

7 — Les États parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période où ceux-ci s'acquittent de fonctions au Comité.

ARTICLE 18

1 — Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.

2 — Le Comité établit lui-même son règlement intérieur; celui-ci doit, toutefois, contenir notamment les dispositions suivantes:

- a) Le quorum est de six membres;
- b) Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

3 — Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les installations matérielles qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

4 — Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque les membres du Comité pour la première réunion. Après sa première réunion, le Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur.

5 — Les États parties prennent à leur charge les dépenses occasionnées par la tenue de réunions des États parties et du Comité, y compris le remboursement à l'Organisation des Nations Unies de tous frais, tels que dépenses de personnel et coût d'installations matérielles, que l'Organisation aura engagés conformément au paragraphe 3 du présent article.

ARTICLE 19

1 — Les États parties présentent au Comité, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des rapports sur les mesures qu'ils ont prises pour donner effet à leurs engagements en vertu de la présente Convention, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État partie intéressé. Les États parties présentent ensuite des rapports complémentaires tous les quatre ans sur toutes nouvelles mesures prises, et tous autres rapports demandés par le Comité.

2 — Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet les rapports à tous les États parties.

3 — Chaque rapport est étudié par le Comité, qui peut faire les commentaires d'ordre général sur le rapport qu'il estime appropriés et qui transmet lesdits commentaires à l'État partie intéressé. Cet État partie peut communiquer en réponse au Comité toutes observations qu'il juge utiles.

4 — Le Comité peut, à sa discrétion, décider de reproduire dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 24 tous commentaires formulés par lui en vertu du paragraphe 3 du présent article, accompagnés des observations reçues à ce sujet de l'État partie intéressé. Si l'État partie intéressé le demande, le Comité peut aussi reproduire le rapport présenté au titre du paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 20

1 — Si le Comité reçoit des renseignements crédibles qui lui semblent contenir des indications bien fondées que la torture est pratiquée systématiquement sur le territoire d'un État partie, il invite ledit État à coopérer dans l'examen des renseignements et, à cette fin, à lui faire part de ses observations à ce sujet.

2 — En tenant compte de toutes observations éventuellement présentées par l'État partie intéressé et de tous autres renseignements pertinents dont il dispose, le Comité peut, s'il juge que cela se justifie, charger un ou plusieurs de ses membres de procéder à une enquête confidentielle et de lui faire rapport d'urgence.

3 — Si une enquête est faite en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Comité recherche la coopération de l'État partie intéressé. En accord avec cet État partie, l'enquête peut comporter une visite sur son territoire.

4 — Après avoir examiné les conclusions du membre ou des membres qui lui sont soumises conformément au paragraphe 2 du présent article, le Comité transmet ces conclusions à l'État partie intéressé, avec tous commentaires ou suggestions qu'il juge appropriés compte tenu de la situation.

5 — Tous les travaux du Comité dont il est fait mention aux paragraphes 1 à 4 du présent article sont confidentiels et, à toutes les étapes des travaux, on s'efforce d'obtenir la coopération de l'État partie. Une fois achevés ces travaux relatifs à une enquête menée en vertu du paragraphe 2, le Comité peut, après consultations avec l'État partie intéressé, décider de faire figurer un compte rendu succinct des résultats des travaux dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 24.

ARTICLE 21

1 — Tout État partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Ces communications ne peuvent être reçues et examinées conformément au présent article que si elles émanent d'un État partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un État partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues en vertu du présent article:

- a) Si un État partie à la présente Convention estime qu'un autre État également partie à la Convention n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet État sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la communication, l'État destinataire fera tenir à l'État qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites elucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts;
- b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'État destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux États parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité, ainsi qu'à l'autre État intéressé;

- c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise en vertu du présent article qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ni dans les cas où il est peu probable que les procédures de recours donneraient satisfaction à la personne qui est la victime de la violation de la présente Convention;
- d) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article;
- e) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c), le Comité met ses bons offices à la disposition des États parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect des obligations prévues par la présente Convention. À cette fin, le Comité peut, s'il l'estime opportun, établir une commission de conciliation *ad hoc*;
- f) Dans toute affaire qui lui est soumise en vertu du présent article, le Comité peut demander aux États parties intéressés, visés à l'alinéa b), de lui fournir tout renseignement pertinent;
- g) Les États parties intéressés, visés à l'alinéa b), ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une et l'autre forme;
- h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa b):
 - i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne dans son rapport à un bref exposé des faits et de la solution intervenue;
 - ii) Si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits; le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les États parties intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux États parties intéressés.

2 — Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq États parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'État partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres États parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un État partie ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'État partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

ARTICLE 22

1 — Tout État partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par un État partie, des dispositions de la Convention. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un État partie qui n'a pas fait une telle déclaration.

2 — Le Comité déclare irrecevable toute communication soumise en vertu du présent article qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de soumettre de telles communications, ou être incompatible avec les dispositions de la présente Convention.

3 — Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le Comité porte toute communication qui lui est soumise en vertu du présent article à l'attention de l'État partie à la présente Convention qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 et a prétendument violé l'une quelconque des dispositions de la Convention. Dans les six mois qui suivent, ledit État soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

4 — Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent article, en tenant compte de toutes les informations qui lui sont soumises par ou pour le compte du particulier et par l'État partie intéressé.

5 — Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier conformément au présent article sans s'être assuré que:

- a) La même question n'a pas été et n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;
- b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles; cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ou s'il est peu probable qu'elles donneraient satisfaction au particulier qui est la victime d'une violation de la présente Convention.

6 — Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent article.

7 — Le Comité fait part de ses constatations à l'État partie intéressé et au particulier.

8 — Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq États parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'État partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres États parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication soumise par ou pour le compte d'un particulier ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'État partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

ARTICLE 23

Les membres du Comité et les membres des commissions de conciliation *ad hoc* qui pourraient être nommés conformément à l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 21, ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

ARTICLE 24

Le Comité présente aux États parties et à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies un rapport annuel sur les activités qu'il aura entreprises en application de la présente Convention.

TROISIÈME PARTIE

ARTICLE 25

1 — La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 — La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 26

Tous les États peuvent adhérer à la présente Convention. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 27

1 — La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2 — Pour tout État qui ratifiera la présente Convention ou y adhérera après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 28

1 — Chaque État pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne reconnaît pas la compétence accordée au Comité aux termes de l'article 20.

2 — Tout État partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 29

1 — Tout État partie à la présente Convention pourra proposer un amendement et déposer sa proposition auprès du Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies. Le Secrétaire général communiquera la proposition d'amendement aux États parties en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à l'organisation d'une conférence d'États parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date d'une telle communication, le tiers au moins des États parties se prononcent en faveur de la tenue de ladite conférence, le Secrétaire général organisera la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États parties présents et votants à la conférence sera soumis par le Secrétaire général à l'acceptation de tous les États parties.

2 — Un amendement adopté selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur lorsque les deux tiers des États parties à la présente Convention auront informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils l'ont accepté conformément à la procédure prévue par leurs constitutions respectives.

3 — Lorsque les amendements entreront en vigueur, ils auront force obligatoire pour les États parties qui les auront acceptés, les autres États parties demeurant liés par les dispositions de la présente Convention et par tous amendements antérieurs qu'ils auront acceptés.

ARTICLE 30

1 — Tout différend entre deux ou plus des États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2 — Chaque État pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres États parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout État partie qui aura formulé une telle réserve.

3 — Tout État partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 31

1 — Un État partie pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général.

2 — Une telle dénonciation ne libérera pas l'État partie des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention en ce qui concerne tout acte ou toute omission commis avant la date à laquelle la

dénonciation prendra effet; elle ne fera nullement obstacle à la poursuite de l'examen de toute question dont le Comité était déjà saisi à la date à laquelle la dénonciation a pris effet.

3 — Après la date à laquelle la dénonciation par un État partie prend effet, le Comité n'entreprend l'examen d'aucune question nouvelle concernant cet État.

ARTICLE 32

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les États qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré:

- a) Les signatures, les ratifications et les adhésions reçues en application des articles 25 et 26;
- b) La date d'entrée en vigueur de la Convention en application de l'article 27 et la date d'entrée en vigueur de tout amendement en application de l'article 29;
- c) Les dénonciations reçues en application de l'article 31.

ARTICLE 33

1 — La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2 — Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les États.

Convenção contra a Tortura e Outras Penas ou Tratamentos Cruéis, Desumanos ou Degradantes

Os Estados partes na presente Convenção:

Considerando que, em conformidade com os princípios enunciados na Carta das Nações Unidas, o reconhecimento de direitos iguais e inalienáveis de todas as pessoas é o fundamento da liberdade, da justiça e da paz no Mundo;

Reconhecendo que esses direitos resultam da dignidade inerente ao ser humano;

Considerando que os Estados devem, em conformidade com a Carta, em especial com o seu artigo 55.º, encorajar o respeito universal e efectivo dos direitos do homem e das liberdades fundamentais;

Tendo em consideração o artigo 5.º da Declaração Universal dos Direitos do Homem e o artigo 7.º do Pacto Internacional Relativo aos Direitos Cívicos e Políticos, que preconizam que ninguém deverá ser submetido a tortura ou a penas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes;

Tendo igualmente em consideração a Declaração sobre a Protecção de Todas as Pessoas contra a Tortura e Outras Penas ou Tratamentos Cruéis, Desumanos ou Degradantes, adoptada pela Assembleia Geral a 9 de Dezembro de 1975;

Desejosos de aumentar a eficácia da luta contra a tortura e outras penas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes em todo o Mundo:

Acordaram no seguinte:

PARTE I

ARTIGO 1.º

1 — Para os fins da presente Convenção, o termo «tortura» significa qualquer acto por meio do qual uma dor ou sofrimentos agudos, físicos ou mentais, são intencionalmente causados a uma pessoa com os fins de, nomeadamente, obter dela ou de uma terceira pessoa informações ou confissões, a punir por um acto que ela ou uma terceira pessoa cometeu ou se suspeita que tenha cometido, intimidar ou pressionar essa ou uma terceira pessoa, ou por qualquer outro motivo baseado numa forma de discriminação, desde que essa dor ou esses sofrimentos sejam infligidos por um agente público ou qualquer outra pessoa agindo a título oficial, a sua instigação ou com o seu consentimento expresso ou tácito. Este termo não compreende a dor ou os sofrimentos resultantes unicamente de sanções legítimas, inerentes a essas sanções ou por elas ocasionados.

2 — O presente artigo não prejudica a aplicação de qualquer instrumento internacional ou lei nacional que contenha ou possa vir a conter disposições de âmbito mais vasto.

ARTIGO 2.º

1 — Os Estados partes tomarão as medidas legislativas, administrativas, judiciais ou quaisquer outras que se afigurem eficazes para impedir que actos de tortura sejam cometidos em qualquer território sob a sua jurisdição.

2 — Nenhuma circunstância excepcional, qualquer que seja, quer se trate de estado de guerra ou de ameaça de guerra, de instabilidade política interna ou de outro estado de excepção, poderá ser invocada para justificar a tortura.

3 — Nenhuma ordem de um superior ou de uma autoridade pública poderá ser invocada para justificar a tortura.

ARTIGO 3.º

1 — Nenhum Estado parte expulsará, entregará ou extraditará uma pessoa para um outro Estado quando existam motivos sérios para crer que possa ser submetida a tortura.

2 — A fim de determinar da existência de tais motivos, as autoridades competentes terão em conta todas as considerações pertinentes, incluindo, eventualmente, a existência no referido Estado de um conjunto de violações sistemáticas, graves, flagrantes ou massivas dos direitos do homem.

ARTIGO 4.º

1 — Os Estados partes providenciarão para que todos os actos de tortura sejam considerados infracções ao abrigo do seu direito criminal. O mesmo deverá

ser observado relativamente à tentativa de prática de tortura ou de um acto cometido por qualquer pessoa constituindo cumplicidade ou participação no acto de tortura.

2 — Os Estados partes providenciarão no sentido de que essas infracções sejam passíveis de penas adequadas à sua gravidade.

ARTIGO 5.º

1 — Os Estados partes deverão tomar as medidas necessárias para estabelecer a sua competência relativamente às infracções previstas no artigo 4.º nos seguintes casos:

- a) Sempre que a infracção tenha sido cometida em qualquer território sob a sua jurisdição ou a bordo de uma nave ou navio registados nesse Estado;
- b) Sempre que o presumível autor da infracção seja um nacional desse Estado;
- c) Sempre que a vítima seja um nacional desse Estado e este o considere adequado.

2 — Os Estados partes deverão igualmente tomar as medidas necessárias com vista a estabelecer a sua competência relativamente às referidas infracções sempre que o autor presumido se encontre em qualquer território sob a sua jurisdição e se não proceda à sua extradição, em conformidade com o artigo 8.º, para um dos Estados mencionados no n.º 1 do presente artigo.

3 — As disposições da presente Convenção não prejudicam qualquer competência criminal exercida em conformidade com as leis nacionais.

ARTIGO 6.º

1 — Sempre que considerem que as circunstâncias o justificam, após terem examinado as informações de que dispõem, os Estados partes em cujo território se encontrem pessoas suspeitas de terem cometido qualquer das infracções previstas no artigo 4.º deverão assegurar a detenção dessas pessoas ou tomar quaisquer outras medidas legais necessárias para assegurar a sua presença. Tanto a detenção como as medidas a tomar deverão ser conformes à legislação desse Estado e apenas poderão ser mantidas pelo período de tempo necessário à elaboração do respectivo processo criminal ou de extradição.

2 — Os referidos Estados deverão proceder imediatamente a um inquérito preliminar com vista ao apuramento dos factos.

3 — Qualquer pessoa detida em conformidade com o n.º 1 do presente artigo poderá entrar imediatamente em contacto com o mais próximo representante qualificado do Estado do qual seja nacional ou, tratando-se de apátrida, com o representante do Estado em que resida habitualmente.

4 — Sempre que um Estado detenha uma pessoa, em conformidade com as disposições do presente artigo, deverá imediatamente notificar os Estados mencionados no n.º 1 do artigo 5.º dessa detenção e das circunstâncias que a motivaram. O Estado que proceder ao inquérito preliminar referido no n.º 2 do

presente artigo comunicará aos referidos Estados, o mais rapidamente possível, as conclusões desse inquérito e bem assim se pretende ou não exercer a sua competência.

ARTIGO 7.º

1 — Se o autor presumido de uma das infracções referidas no artigo 4.º for encontrado no território sob a jurisdição de um Estado parte que o não extradite, esse Estado submeterá o caso, nas condições previstas no artigo 5.º, às suas autoridades competentes para o exercício da acção criminal.

2 — Estas autoridades tomarão uma decisão em condições idênticas às de qualquer infracção de direito comum de carácter grave, em conformidade com a legislação desse Estado. Nos casos previstos no n.º 2 do artigo 5.º, as normas relativas à produção de prova aplicáveis ao procedimento e à condenação não deverão ser, de modo algum, menos rigorosas que as aplicáveis nos casos mencionados no n.º 1 do artigo 5.º

3 — Qualquer pessoa arguida da prática de uma das infracções previstas no artigo 4.º beneficiará da garantia de um tratamento justo em todas as fases do processo.

ARTIGO 8.º

1 — As infracções previstas no artigo 4.º serão consideradas incluídas em qualquer tratado de extradição existente entre os Estados partes. Estes comprometem-se a incluir essas infracções em qualquer tratado de extradição que venha a ser concluído entre eles.

2 — Sempre que a um Estado parte que condiciona a extradição à existência de um tratado for apresentado um pedido de extradição por um outro Estado parte com o qual não tenha celebrado qualquer tratado de extradição, esse Estado pode considerar a presente Convenção como base jurídica da extradição relativamente a essas infracções. A extradição ficará sujeita às demais condições previstas pela legislação do Estado requerido.

3 — Os Estados partes que não condicionam a extradição à existência de um tratado deverão reconhecer essas infracções como casos de extradição entre eles nas condições previstas pela legislação do Estado requerido.

4 — Para fins de extradição entre os Estados partes, tais infracções serão consideradas como tendo sido cometidas tanto no local da sua perpetração como no território sob jurisdição dos Estados cuja competência deve ser estabelecida ao abrigo do n.º 1 do artigo 5.º

ARTIGO 9.º

1 — Os Estados partes comprometem-se a prestar toda a colaboração possível em qualquer processo criminal relativo às infracções previstas no artigo 4.º, incluindo a transmissão de todos os elementos de prova de que disponham necessários ao processo.

2 — Os Estados partes deverão cumprir o disposto no n.º 1 do presente artigo em conformidade com qualquer tratado de assistência judiciária em vigor entre eles

ARTIGO 10.º

1 — Os Estados partes deverão providenciar para que a instrução e a informação relativas à proibição da tortura constituam parte integrante da formação do pessoal civil ou militar encarregado da aplicação da lei, do pessoal médico, dos agentes da função pública e de quaisquer outras pessoas que possam intervir na guarda, no interrogatório ou no tratamento dos indivíduos sujeitos a qualquer forma de prisão, detenção ou encarceramento.

2 — Os Estados partes deverão incluir esta proibição nas normas ou instruções emitidas relativamente às obrigações e atribuições das pessoas referidas no n.º 1.

ARTIGO 11.º

Os Estados partes deverão exercer uma vigilância sistemática relativamente à aplicação das normas, instruções, métodos e práticas de interrogatório, e bem assim das disposições relativas à guarda e ao tratamento das pessoas sujeitas a qualquer forma de prisão, detenção ou encarceramento, em todos os territórios sob a sua jurisdição, a fim de evitar qualquer caso de tortura.

ARTIGO 12.º

Os Estados partes deverão providenciar para que as suas autoridades competentes procedam imediatamente a um rigoroso inquérito sempre que existam motivos razoáveis para crer que um acto de tortura foi praticado em qualquer território sob a sua jurisdição.

ARTIGO 13.º

Os Estados partes deverão garantir às pessoas que aleguem ter sido submetidas a tortura em qualquer território sob a sua jurisdição o direito de apresentar queixa perante as autoridades competentes desses Estados, que procederão de imediato ao exame rigoroso do caso. Deverão ser tomadas medidas para assegurar a protecção do queixoso e das testemunhas contra maus tratos ou intimidações em virtude da apresentação da queixa ou da prestação de declarações.

ARTIGO 14.º

1 — Os Estados partes deverão providenciar para que o seu sistema jurídico garanta à vítima de um acto de tortura o direito de obter uma reparação e de ser indemnizada em termos adequados, incluindo os meios necessários à sua completa reabilitação. Em caso de morte da vítima como consequência de um acto de tortura, a indemnização reverterá a favor dos seus herdeiros.

2 — O presente artigo não exclui qualquer direito a indemnização que a vítima ou outra pessoa possam ter por força das leis nacionais.

ARTIGO 15.º

Os Estados partes deverão providenciar para que qualquer declaração que se prove ter sido obtida pela tortura não possa ser invocada como elemento de

prova num processo, salvo se for utilizada contra a pessoa acusada da prática de tortura para provar que a declaração foi feita.

ARTIGO 16.º

1 — Os Estados partes comprometem-se a proibir, em todo o território sob a sua jurisdição, quaisquer outros actos que constituam penas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes e não sejam actos de tortura, tal como é definida no artigo 1.º, sempre que tais actos sejam cometidos por um agente público ou qualquer outra pessoa agindo a título oficial, a sua instigação ou com o seu consentimento expreso ou tácito. Nomeadamente, as obrigações previstas nos artigos 10.º, 11.º, 12.º e 13.º deverão ser aplicadas substituindo a referência a tortura pela referência a outras formas de penas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes.

2 — As disposições da presente Convenção não prejudicam a aplicação das disposições de qualquer outro instrumento internacional ou da lei nacional que proíbam as penas ou tratamentos cruéis, desumanos ou degradantes ou digam respeito à extradição ou a expulsão.

PARTE II

ARTIGO 17.º

1 — Será formado um Comité contra a Tortura (adiante designado por Comité), que terá as funções a seguir definidas. O Comité será composto por dez peritos de elevado sentido moral e reconhecida competência no domínio dos direitos do homem, que terão assento a título pessoal. Os peritos serão eleitos pelos Estados partes tendo em conta uma distribuição geográfica equitativa e o interesse que representa a participação nos trabalhos do Comité de pessoas com experiência jurídica.

2 — Os membros do Comité serão eleitos por escrutínio secreto de uma lista de candidatos designados pelos Estados partes. Cada Estado parte poderá designar um candidato escolhido de entre os seus nacionais. Os Estados partes deverão ter em conta a conveniência de designar candidatos que sejam igualmente membros do Comité dos Direitos do Homem, instituído em virtude do Pacto Internacional Relativo aos Direitos Cívicos e Políticos, e que estejam dispostos a fazer parte do Comité contra a Tortura.

3 — Os membros do Comité serão eleitos nas reuniões bienais dos Estados partes, convocadas pelo Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas. Nessas reuniões, em que o quórum será constituído por dois terços dos Estados partes, serão eleitos membros do Comité os candidatos que obtenham o maior número de votos e a maioria absoluta dos votos dos representantes dos Estados partes presentes e votantes.

4 — A primeira eleição terá lugar, o mais tardar, seis meses após a data de entrada em vigor da presente Convenção. O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas enviará uma carta aos Estados partes, com pelo menos quatro meses de antecedência sobre a data de cada eleição, convidando-os a apresentar as suas candidaturas num prazo de três meses. O Secretário-Geral preparará uma lista por

ordem alfabética de todos os candidatos assim designados, com indicação dos Estados partes que os indicaram, e comunicá-la aos Estados partes.

5 — Os membros do Comité serão eleitos por quatro anos. Poderão ser reeleitos desde que sejam novamente designados. No entanto, o mandato de cinco dos membros eleitos na primeira eleição terminará ao fim de dois anos; imediatamente após a primeira eleição, o nome desses cinco membros será tirado à sorte pelo presidente da reunião mencionada no n.º 3 do presente artigo.

6 — No caso de um membro do Comité falecer, se demitir das suas funções ou não poder, por qualquer motivo, desempenhar as suas atribuições no Comité, o Estado parte que o designou nomeará, de entre os seus nacionais, um outro perito que cumprirá o tempo restante do mandato, sob reserva da aprovação da maioria dos Estados partes. Esta aprovação será considerada como obtida, salvo se metade ou mais dos Estados partes emitirem uma opinião desfavorável num prazo de seis semanas a contar da data em que forem informados pelo Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas da nomeação proposta.

7 — Os Estados partes terão a seu cargo as despesas dos membros do Comité durante o período de exercício das suas funções no Comité.

ARTIGO 18.º

1 — O Comité elegerá o seu gabinete por um período de dois anos, podendo os membros do gabinete ser reeleitos.

2 — O Comité elaborará o seu regulamento interno, do qual deverão constar, entre outras, as seguintes disposições:

- a) O quórum será de seis membros;
- b) As decisões do Comité serão tomadas pela maioria dos membros presentes.

3 — O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas porá à disposição do Comité o pessoal e as instalações necessários para o desempenho eficaz das funções que lhe serão confiadas ao abrigo da presente Convenção.

4 — O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas convocará os membros do Comité para a primeira reunião. Após a realização da primeira reunião, o Comité reunir-se-á nas ocasiões previstas pelo seu regulamento interno.

5 — Os Estados partes encarregar-se-ão das despesas decorrentes da realização das reuniões efectuadas pelos Estados partes e pelo Comité, incluindo o reembolso à Organização das Nações Unidas de todas as despesas, nomeadamente as relativas ao pessoal e ao custo de instalações, que a Organização tenha efectuado em conformidade com o n.º 3 do presente artigo.

ARTIGO 19.º

1 — Os Estados partes apresentarão ao Comité, através do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, relatórios sobre as medidas que tenham tomado para cumprir os compromissos assumidos ao abrigo da presente Convenção no prazo de um ano a contar da data da entrada em vigor da presente Convenção relativamente ao Estado parte interessado. Posteriormente,

os Estados partes apresentarão relatórios complementares, de quatro em quatro anos, sobre quaisquer novas medidas tomadas e ainda todos os relatórios solicitados pelo Comité.

2 — O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas transmitirá os referidos relatórios a todos os Estados partes.

3 — Os relatórios serão analisados pelo Comité, o qual poderá fazer-lhes comentários de ordem geral que considere apropriados, transmitindo, de seguida, esses comentários aos Estados partes interessados. Estes Estados partes poderão comunicar ao Comité, em resposta, quaisquer observações que considerem úteis.

4 — O Comité poderá decidir, por sua iniciativa, reproduzir no relatório anual, a elaborar em conformidade com o artigo 24.º, todos os comentários por ele formulados nos termos do n.º 3 do presente artigo, acompanhados das observações transmitidas pelos Estados partes. Caso os Estados partes interessados o solicitem, o Comité poderá, igualmente, reproduzir o relatório apresentado ao abrigo do n.º 1 do presente artigo.

ARTIGO 20.º

1 — Caso o Comité receba informações idóneas que pareçam conter indicações bem fundadas de que a tortura é sistematicamente praticada no território de um Estado parte, convidará o referido Estado a cooperar na análise dessas informações e, para esse fim, a comunicar-lhe as suas observações sobre essa questão.

2 — Tendo em consideração todas as observações que o Estado parte interessado tenha, eventualmente, apresentado, bem assim as demais informações pertinentes de que disponha, o Comité poderá, caso o julgue necessário, encarregar um ou mais dos seus membros de procederem a um inquérito confidencial, apresentando o respectivo relatório ao Comité com a máxima urgência.

3 — Caso se efectue um inquérito ao abrigo do disposto no n.º 2 do presente artigo, o Comité procurará obter a cooperação do Estado parte interessado. Por acordo com esse Estado parte, o referido inquérito poderá englobar uma visita ao seu território.

4 — Após ter examinado as conclusões do relatório apresentado pelo membro ou membros, de acordo com o n.º 2 do presente artigo, o Comité transmitirá essas conclusões ao Estado parte interessado, acompanhadas de todos os comentários ou sugestões que o Comité considere apropriados à situação.

5 — Todos os trabalhos elaborados pelo Comité a que se faz referência nos n.ºs 1 a 4 do presente artigo terão carácter confidencial, procurando-se obter a cooperação ao Estado parte nas várias etapas dos trabalhos. Concluídos os trabalhos relativos a um inquérito elaborado nos termos do disposto no n.º 2, o Comité poderá, após consultas com o Estado parte interessado, decidir integrar um resumo sucinto dos resultados desses trabalhos no relatório anual a elaborar em conformidade com o artigo 24.º

ARTIGO 21.º

1 — Qualquer Estado parte na presente Convenção poderá, em conformidade com o presente artigo, declarar a qualquer momento que reconhece a competência do Comité para receber e analisar comunica-

ções dos Estados partes no sentido de que qualquer Estado parte não está a cumprir as suas obrigações decorrentes da presente Convenção. Tais comunicações só serão recebidas e analisadas, nos termos do presente artigo, se provierem de um Estado parte que tenha feito uma declaração reconhecendo, no que lhe diz respeito, a competência do Comité. Este não analisará as comunicações relativas a Estados partes que não tenham feito a referida declaração. Às comunicações recebidas ao abrigo do presente artigo aplicar-se-á o seguinte procedimento:

- a) Se um Estado parte na presente Convenção considerar que outro Estado igualmente parte não está a aplicar as disposições da Convenção, poderá chamar a atenção desse Estado, por comunicação escrita, sobre a questão. Num prazo de três meses a contar da data da recepção da comunicação, o Estado destinatário fornecerá ao Estado que enviou a comunicação explicações ou quaisquer outras declarações escritas sobre a questão, as quais deverão conter, na medida do possível e conveniente, indicações sobre as suas normas processuais e sobre as vias de recurso já utilizadas, pendentes ou ainda possíveis;
- b) Se, num prazo de seis meses a contar da data da recepção da comunicação inicial pelo Estado destinatário, a questão ainda não estiver regulada a contento dos dois Estados partes interessados, tanto um como o outro poderão submeter a questão ao Comité, por meio de notificação, enviando igualmente uma notificação ao outro Estado parte interessado;
- c) O Comité só poderá analisar uma questão a ele submetida ao abrigo do presente artigo depois de se ter certificado de que foram utilizados exaustivamente todos os recursos internos disponíveis, de acordo com os princípios de direito internacional geralmente reconhecidos. Esta regra não se aplicará aos casos em que os processos de recurso excedam prazos razoáveis, nem quando seja pouco provável que os processos de recurso venham a compensar a pessoa vítima de violação da presente Convenção;
- d) As comunicações previstas no presente artigo serão analisadas pelo Comité em sessões à porta fechada;
- e) Sem prejuízo do disposto na alínea c), o Comité ficará à disposição dos Estados partes interessados, com vista à obtenção de uma solução amigável da questão, tendo por base o respeito das obrigações previstas pela presente Convenção. Para esse fim, o Comité poderá, caso considere oportuno, estabelecer uma comissão de conciliação *ad hoc*;
- f) O Comité poderá solicitar aos Estados partes interessados, mencionados na alínea b), que lhe forneçam todas as informações pertinentes de que disponham relativamente a qualquer assunto que lhe seja submetido nos termos do presente artigo;
- g) Os Estados partes interessados, mencionados na alínea b), têm o direito de se fazerem representar, sempre que um caso seja analisado pelo Comité, bem como de apresentarem as suas observações, oralmente ou por escrito, bem assim

por ambas as formas;

h) O Comité deverá apresentar um relatório num prazo de doze meses a contar da data da recepção da notificação referida na alínea b):

- i) Se for possível alcançar uma solução de acordo com as disposições da alínea e), o Comité poderá limitar-se, no seu relatório, a uma breve exposição dos factos e da solução alcançada;
- ii) Se não for possível encontrar uma solução de acordo com as disposições da alínea e), o Comité limitar-se-á, no seu relatório, a uma breve exposição dos factos; o texto contendo as observações escritas, bem assim o registo das observações orais apresentadas pelos Estados partes interessados, serão anexados ao relatório.

Os Estados partes interessados receberão o relatório de cada caso.

2 — As disposições do presente artigo entrarão em vigor logo que cinco Estados partes na presente convenção tenham feito a declaração prevista no n.º 1 do presente artigo. A referida declaração será depositada pelo Estado parte junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, o qual transmitirá cópia aos outros Estados partes. As declarações poderão ser retiradas a qualquer momento mediante notificação dirigida ao Secretário-Geral. Tal retirada não prejudicará a análise de qualquer questão já comunicada ao abrigo do presente artigo. O Secretário-Geral não receberá qualquer comunicação de um Estado parte que já tenha feito notificação da retirada da sua declaração, salvo se esse Estado parte tiver apresentado uma nova declaração.

ARTIGO 22.º

1 — Qualquer Estado parte na presente Convenção poderá, ao abrigo do presente artigo, declarar a qualquer momento que reconhece a competência do Comité para receber e analisar as comunicações apresentadas por ou em nome de particulares sujeitos à sua jurisdição e que afirmem terem sido vítimas de violação, por um Estado parte, das disposições da Convenção. O Comité não aceitará quaisquer comunicações referentes a Estados partes que não tenham feito a referida declaração.

2 — O Comité deverá declarar inaceitáveis as comunicações apresentadas ao abrigo do presente artigo que sejam anónimas ou que considere constituírem um abuso do direito de apresentação de tais comunicações, ou ainda que sejam incompatíveis com as disposições da presente Convenção.

3 — Sem prejuízo do disposto no n.º 2, o Comité dará a conhecer qualquer comunicação, que lhe seja apresentada ao abrigo do presente artigo, ao Estado parte na presente Convenção que tenha feito uma declaração ao abrigo do n.º 1 e tenha, alegadamente, violado alguma das disposições da presente Convenção. Nos seis meses seguintes, o referido Estado apresentará por escrito ao Comité as explicações ou declarações que esclareçam a questão, indicando, se for caso disso, as medidas que poderiam ter sido tomadas a fim de solucionar a questão.

4 — O Comité analisará as comunicações recebidas ao abrigo do presente artigo, tendo em consideração todas as informações submetidas por ou em nome de um particular e pelo Estado parte interessado.

5 — O Comité só analisará a informação de um particular, de acordo com o presente artigo, após se certificar de que:

- a) Essa questão não constituiu nem constitui objecto de análise por parte de outra instância internacional de inquérito ou de decisão;
- b) O particular já esgotou todos os recursos internos disponíveis; esta norma não se aplicará aos casos em que os processos de recurso excedam prazos razoáveis, nem quando seja pouco provável que os processos de recurso venham a compensar a pessoa vítima de violação da presente Convenção.

6 — As comunicações previstas no presente artigo serão analisadas pelo Comité em sessões à porta fechada.

7 — O Comité comunicará as suas conclusões ao Estado parte interessado e ao particular.

8 — As disposições do presente artigo entrarão em vigor logo que cinco Estados partes na presente Convenção tenham feito a declaração prevista no n.º 1 do presente artigo. A referida declaração será depositada pelo Estado parte junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, o qual transmitirá cópia aos outros Estados partes. As declarações poderão ser retiradas a qualquer momento mediante notificação dirigida ao Secretário-Geral. Tal retirada não prejudicará a análise de qualquer questão já comunicada ao abrigo do presente artigo; não serão, contudo, aceites quaisquer comunicações apresentadas por ou em nome de um particular ao abrigo da presente Convenção, após o Secretário-Geral ter recebido notificação da retirada da declaração, excepto se o Estado parte interessado apresentar uma nova declaração.

ARTIGO 23.º

Os membros do Comité e os membros das comissões de conciliação *ad hoc* que venham a ser nomeados de acordo com as disposições da alínea e) do n.º 1 do artigo 21.º gozarão das facilidades, dos privilégios e das imunidades concedidos aos peritos em missão para a Organização das Nações Unidas, tal como são enunciados nas respectivas secções da Convenção sobre os Privilégios e Imunidades das Nações Unidas.

ARTIGO 24.º

O Comité apresentará aos Estados partes e à Assembleia Geral da Organização das Nações Unidas um relatório anual sobre as actividades já empreendidas em aplicação da presente Convenção.

PARTE III

ARTIGO 25.º

1 — A presente Convenção fica aberta à assinatura de todos os Estados.

2 — A presente Convenção fica sujeita a ratificação. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 26.º

Qualquer Estado poderá aderir à presente Convenção. A adesão será feita mediante depósito de um instrumento de adesão junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 27.º

1 — A presente Convenção entrará em vigor no 30.º dia a partir da data do depósito do 20.º instrumento de ratificação ou de adesão junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

2 — Para os Estados que ratificarem a Convenção ou a ela aderirem após o depósito do 20.º instrumento de ratificação ou adesão, a presente Convenção entrará em vigor no 30.º dia a partir da data do depósito por esse Estado do seu instrumento de ratificação ou de adesão.

ARTIGO 28.º

1 — Qualquer Estado poderá, no momento da assinatura, ratificação ou adesão da presente Convenção, declarar que não reconhece a competência concedida ao Comité nos termos do artigo 20.º

2 — Qualquer Estado parte que tenha formulado uma reserva em conformidade com as disposições do n.º 1 do presente artigo poderá, a qualquer momento, retirar essa reserva mediante notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 29.º

1 — Qualquer Estado parte na presente Convenção poderá propor uma alteração e depositar a sua proposta junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas. O Secretário-Geral transmitirá a proposta de alteração aos Estados partes, solicitando-lhes que comuniquem se são favoráveis à realização de uma conferência de Estados partes para analisarem a proposta e para a votarem. Se, nos quatro meses que se seguirem à referida comunicação, pelo menos um terço dos Estados partes se pronunciarem a favor da realização da referida conferência, o Secretário-Geral organizará a conferência sob os auspícios da Organização das Nações Unidas. Qualquer alteração adoptada pela maioria dos Estados partes presentes e votantes na conferência será submetida pelo Secretário-Geral à aceitação de todos os Estados partes.

2 — Qualquer alteração adoptada de acordo com as disposições do n.º 1 do presente artigo entrará em vigor logo que dois terços dos Estados partes na presente Convenção tenham informado o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas de que a aceitam, em conformidade com o procedimento estabelecido nas suas constituições.

3 — Logo que as alterações entrem em vigor, terão carácter obrigatório para todos os Estados partes que as aceitaram, ficando os outros Estados partes vinculados pelas disposições da presente Convenção e por quaisquer alterações anteriores que tenham aceite.

ARTIGO 30.º

1 — Qualquer diferendo entre dois ou mais Estados partes relativo à interpretação ou aplicação da presente Convenção que não possa ser regulado por via de negociação será submetido a arbitragem, a pedido de um dos Estados partes. Se, num prazo de seis meses a contar da data do pedido de arbitragem, as partes não chegarem a acordo sobre a organização da arbitragem, qualquer dos Estados partes poderá submeter o diferendo ao Tribunal Internacional de Justiça, apresentando um pedido em conformidade com o Estatuto do Tribunal.

2 — Os Estados poderão, no momento da assinatura, ratificação ou adesão da presente Convenção, declarar que não se consideram vinculados pelas disposições do n.º 1 do presente artigo. Os outros Estados partes não ficarão vinculados pelas referidas disposições relativamente aos Estados partes que tenham feito tal reserva.

3 — Qualquer Estado parte que tenha formulado uma reserva em conformidade com as disposições do n.º 2 do presente artigo poderá, a qualquer momento, retirar essa reserva mediante notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 31.º

1 — Qualquer Estado parte poderá denunciar a presente Convenção mediante notificação escrita dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas. A denúncia produzirá efeitos um ano após a data em que o Secretário-Geral tenha recebido a notificação.

2 — Tal denúncia não desobrigará o Estado parte das obrigações que lhe incumbam em virtude da presente Convenção, no que se refere a qualquer acto ou omissão cometidos antes da data em que a denúncia produzir efeitos, nem obstará à continuação da análise de qualquer questão já apresentada ao Comité à data em que a denúncia produzir efeitos.

3 — Após a data em que a denúncia feita por um Estado parte produzir efeitos, o Comité não se encarregará do exame de qualquer nova questão relativa a esse Estado.

ARTIGO 32.º

O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas notificará todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas, bem como todos os Estados que tenham assinado a presente Convenção ou que a ela tenham aderido:

- a) Das assinaturas, ratificações e adesões recebidas em conformidade com os artigos 25.º e 26.º;
- b) Da data de entrada em vigor da Convenção em conformidade com o artigo 27.º, bem como da data de entrada em vigor de qualquer alteração em conformidade com o artigo 29.º;
- c) Das denúncias recebidas em conformidade com o artigo 31.º

ARTIGO 33.º

1 — A presente Convenção, cujos textos em inglês, árabe, chinês, espanhol, francês e russo fazem igualmente fé, será depositada junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

2 — O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas enviará cópia certificada da presente Convenção a todos os Estados.

Lei nº 45/IV/92

de 9 de Abril

Por mandato do Povo, a Assembleia Nacional Popular decreta, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, o seguinte:

Artigo Único

Nos termos da alínea h) do artigo 58º da Constituição é ratificada a Convenção contra a tortura e outras penas ou tratamentos cruéis desumanos ou degradantes, adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 10 de Dezembro de 1984, cujo texto em Francês e a respectiva tradução em português fazem parte integrante da presente Lei, a que vem anexos.

Aprovada em 28 de Fevereiro de 1992.

O Presidente da Assembleia nacional Popular,
Amílcar Fernandes Spencer Lopes.

Promulgada em 23 de Março de 1992

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO MANUEL MASCARENHAS GOEMS MONTEIRO.

CONVENTION PORTANT CREATION D'UN
CONSEIL DE COOPERATION DOUANIERE

signé à Bruxelles le 15 de décembre 1950

entrée en vigueur le 14 de Novembre 1952

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il convient d'assurer à leurs régimes douaniers le plus haut degré d'harmonisation et d'uniformité, et spécialement d'étudier les problèmes inhérents au développement et au progrès de la technique douanière et la législation y afférente,

Convaincus qu'il y aurait intérêt pour le commerce international à promouvoir entre les Gouvernements la coopération en ces matières, compte tenu à la fois des facteurs économiques et de la technique douanière qu'elle comporte,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Il est créé un Conseil de Coopération Douanière dénommé ci-après «Conseil».

ARTICLE II

a) Sont Membres du Conseil:

i) les Parties Contractantes à la présente Convention;

ii) le Gouvernement de tout territoire douanier autonome en ce qui concerne ses relations commerciales extérieures qui est proposé par la Partie contractante ayant la responsabilité officielle des relations diplomatiques dudit territoire et dont l'admi en tant que membre distinct est agréée par le Conseil.

b) Tout Gouvernement d'un territoire douanier distinct, Membre du Conseil en vertu du paragraphe a) ii) ci-dessus, cessera d'être Membre du Conseil sur Notification faite au Conseil de son retrait par la Partie contractante qui assume la responsabilité officielle de ses relations diplomatiques.

c) Chaque Membre du Conseil nomme un délégué et un ou plusieurs délégués suppléants pour le représenter au Conseil. Ces délégués peuvent être assistés de conseillers.

d) Le Conseil peut admettre en son sein, en qualité d'observateurs, des représentants de pays non-membres ou d'organismes internationaux.

ARTICLE III

a) d'étudier toutes questions relatives à la coopération douanière que les Parties Contractantes sont convenues de promouvoir conformément aux objectifs généraux de la présente Convention;

b) d'examiner les aspects techniques des régimes douaniers, ainsi que les facteurs économiques qui s'y rattachent, en vue de proposer à ses Membres des moyens pratiques pour obtenir le plus haut degré d'harmonisation et d'uniformité;

c) d'élaborer des projets de convention et d'amendements aux conventions, ainsi que d'en recommander l'adoption aux Gouvernements intéressés;

d) de faire recommandations pour l'interprétation et l'application uniformes des conventions conclues à la suite de ses travaux, ainsi que de la Convention sur la Nomenclature pour la Classification des Marchandises dans les Tarifs douanière Européenne et, par le Groupe d'études pour l'Union Douanière Européenne et, à cette fin, de remplir les fonctions qui lui seraient expressément assignées par les dispositions desdites Conventions;

e) de faire des recommandations en tant qu'organisme de conciliation pour le règlement des différends qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application des Conventions visées au paragraphe d) ci-dessus, conformément aux dispositions desdites Conventions; les parties intéressées peuvent, d'un commun accord, s'engager par avance à se conformer à la recommandation du Conseil;

f) d'assurer la diffusion des renseignements concernant la réglementation et la technique douanières;

g) de fournir aux Gouvernements intéressés, d'office ou à leur demande, des renseignements ou des avis sur les questions douanières rentrant dans le cadre des objectifs généraux de la présente Convention, et de faire des recommandations à ce sujet;

h) de coopérer avec les autres organisations intergouvernementales au sujet des matières relevant de sa compétence.

ARTICLE IV

Les Membres du Conseil fourniront à celui-ci, sur sa demande, les renseignements et la documentation nécessaires à l'accomplissement de sa mission; toutefois, aucun Membre du Conseil ne sera tenu de fournir des informations confidentielles dont la divulgation entraînerait l'application de la loi, serait contraire à l'intérêt public ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des entreprises publiques ou privées.

ARTICLE V

Le Conseil est assisté d'un Comité technique permanent et d'un Secrétaire général.

ARTICLE VI

a) Le Conseil élit chaque année parmi les délégués son Président et au moins deux Vice-Présidents.

b) Il établit son règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses Membres.

c) Il institue un Comité de la Nomenclature, conformément aux dispositions de la Convention sur la Nomenclature pour la Classification des Marchandises dans les Tarifs douaniers, ainsi qu'un Comité de la Valeur, conformément aux dispositions de la Convention sur la Valeur en douane marchandises. Il peut en outre instituer tous autres Comités qu'il juge nécessaires pour l'application des Conventions visées à l'article III (d), ou pour tout objet relevant de sa compétence.

d) Il fixe les tâches imparties au Comité technique permanent et les pouvoirs qu'il lui délègue.

e) Il approuve le budget annuel, contrôle les dépenses et donne au Secrétariat général les directives nécessaires en ce qui concerne ses finances.

ARTICLE VII

a) Le siège du Conseil est fixé à Bruxelles.

b) Le Conseil, le Comité technique permanent et les Comités créés par le Conseil peuvent se tenir en un lieu autre que le siège du Conseil, si celui-ci en décide ainsi.

c) Le Conseil se réunit au moins deux fois par an; sa première réunion aura lieu au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

ARTICLE VIII

a) Chaque Membre du Conseil dispose d'une voix; toutefois, aucun Membre ne peut participer au vote sur les questions relatives à l'interprétation et la à l'application des conventions en vigueur, visées à l'article III (d) ci-dessus qui ne lui sont pas applicables, ni sur les amendements relatifs à ces conventions;

b) Sous réserve de l'article VI (b), les décisions du Conseil sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative. Le Conseil ne peut valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié de ses membres ayant une voix délibérative en ce qui concerne cette question sont représentés.

ARTICLE IX

Le Conseil établit avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, leurs institutions spécial (iligível) ainsi qu'avec tous autres organismes intergouvernementaux toutes relations propres à assurer une collaboration dans la poursuite de leurs missions respectives;

Le Conseil peut conclure les arrangements propres à faciliter consultations et la coopération avec les organisations non gouvernementales intéressées à des questions relevant de sa compétence.

ARTICLE XI

a) Le Comité technique permanent est composé de représentants des Membres du Conseil. Chaque Membre du Conseil peut nommer un délégué et un ou plusieurs délégués suppléants pour le représenter au Comité.

Les représentants sont des fonctionnaires spécialisés dans les questions de technique douanière. Ils peuvent être assistés d'experts.

b) Le Comité technique permanent se réunit au moins quatre fois par an.

ARTICLE XII

a) Le Conseil nomme le Secrétaire général et un Secrétaire général adjoint et détermine leurs attributions, leurs obligations, leurs statuts administratifs et la durée de leurs fonctions.

b) Le Secrétaire Général nomme le personnel administratif du Secrétaire général. Les effectifs et le statut de ce personnel sont soumis à l'approbation du Conseil.

ARTICLE XIII

a) Chaque Membre du Conseil assume les dépenses de sa propre délégation au Conseil, au Comité technique permanent et aux Comités créés par le Conseil.

b) Les dépenses du Conseil sont supportées par ses Membres et réparties suivant le barème fixé par le Conseil.

c) Le Conseil peut suspendre droit de vote de tout Membre qui ne s'acquitterait pas de ses obligations financières dans un délai de trois mois après que le montant de sa contribution lui ait été notifié.

d) Chaque Membre du Conseil est tenu de verser intégralement sa quote-part annuelle dans les dépenses de l'exercice au cours duquel il est devenu Membre du Conseil ainsi que celui au cours duquel son retrait devient effectif.

ARTICLE XIII

a) Le Conseil jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions, telle qu'elle est définie à l'Annexe de la présente Convention.

b) Le Conseil, les représentants de ses Membres, les conseillers et experts désignés pour les seconder, les fonctionnaires du Conseil jouissent des privilèges et immunités définis à ladite Annexe.

c) Celle-ci fait partie intégrante de la présente Convention et toute référence à la Convention s'applique également à cette Annexe.

ARTICLE XIV

Les Parties Contractantes acceptent les dispositions du Protocole relatif au Groupe d'Etudes pour l'Union Douanière Européenne ouvert à la signature à Bruxelles à la même date que la présente Convention. Pour fixer le barème des contributions visé à l'article XII (b), le Conseil prendra en considération la participation de ses Membres au Groupe d'Etudes.

ARTICLE XV

La présente Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1951.

ARTICLE XVI

a) La présente Convention sera ratifiée.

b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au Secrétaire général.

ARTICLE XVII

a) La présente Convention entrera en vigueur dès que sept des Gouvernements signataires auront déposé leur instrument de ratification.

b) Pour tout Gouvernement signataire déposant son instrument de ratification ultérieurement, la Convention entrera en vigueur à la date du dépôt de cet instrument de ratification.

ARTICLE XVIII

a) Le Gouvernement de tout Etat non signataire de la présente Convention pourra y adhérer à partir du 1er avril 1951.

b) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi qu'au Secrétaire Général.

c) La présente Convention entrera en vigueur à l'égard de tout Gouvernement adhérent à la date du dépôt de son instrument d'adhésion mais pas avant son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article XVII (a).

ARTICLE XIX

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée, mais toute Partie Contractante pourra la dénoncer à tout moment, cinq ans après son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'article XVII (a). La dénonciation deviendra effective à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par le Ministère des Affaires Etrangères Belgique; celui-ci avisera de cette réception tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi que le Secrétaire général.

a) Le Conseil peut recommander aux Parties Contractantes des amendements à la présente Convention.

b) Toute Partie contractante acceptant un amendement notifiera par écrit son acceptation au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, qui avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi que le Secrétaire Général, de la réception de la notification d'acceptation.

c) Un amendement entrera en vigueur trois mois après que les notifications d'acceptation de toutes les Parties Contractantes auront été reçues par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique. Lorsqu'un amendement aura été ainsi accepté par toutes les Parties Contractantes, le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique en avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire Général, en leur faisant connaître la date de son entrée en vigueur.

d) Après l'entrée en vigueur d'un amendement, aucun Gouvernement ne pourra ratifier la présente Convention ou y adhérer sans accepter également cet amendement.

En foi de quoi les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent cinquante (15 décembre 1950), en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

ANNEXE

CONVENTION PORTANT CREATION D'UN CONSEIL DE COOPERATION DUOQUIERE

CAPACITE JURIDIQUE, PRIVILEGES ET IMMUNITES DU CONSEIL

Artigo I

Definiitions

SECTION 3

Pour l'application de la présente Annexe:

- (i) Aux fins de l'article III, les mots *bines* et *avoirs* s'appliquent également aux bines et fonds administrés par le Conseil dans l'exercice de ses attributions organiques;
- (ii) Aux fins de l'article V, l'expression *représentants des membresest* considérée comme comprenant tous les représentants, représentants suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations.

Artigo II

Personnalite juridique

SECTION 1

Le Conseil possède la personnalité juridique il a la capacité:

a) De contracter,

b) D'acquérir et de disposer des biens immobiliers et mobiliers,

c) D'ester en justice.

En ces matières, le Secrétaire général représente le Conseil.

Article III

Biens, fonds et avoirs

SECTION 3

Le Conseil, ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où il y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

SECTION 4

Les locaux du Conseil sont inviolables.

Ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

SECTION 5

Les archives du Conseil et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par lui, sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.

SECTION 6

Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

a) Le Conseil peut détenir des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

b) Le Conseil peut transférer librement ses fonds d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie.

SECTION 7

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section 6 ci-dessus, le Conseil tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par l'un de ses membres et y fera droit dans la mesure où il estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

SECTION 8

Le Conseil, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

a) Exonérés de tout impôt direct. Il est entendu toutefois que le Conseil ne demandera pas l'exonération d'impôts constituant la simple rémunération de services d'utilité publique;

b) Exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par le Conseil pour son usage officiel. Il est entendu toutefois que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas

vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement de ce pays;

- c) Exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions à l'égard de ses publications.

SECTION 9

Bien que le Conseil ne revendique pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant quand il effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les membres du Conseil prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Article IV

Facilites de communications

SECTION 10

Le Conseil jouira, pour ses communications officielles, sur le territoire de chacun de ses membres, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par ce membre à tout autre Gouvernement, y compris à sa mission diplomatiques, en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.

SECTION 11

La correspondance officielle et les autres communications officielles du Conseil ne pourront être cencurées.

La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées à déterminer suivant accord entre le Conseil et l'un de ses membres.

Article V

Representants des membres

SECTION 12

Aux réunions du Conseil, du Comité technique permanent et des Comités du Conseil, les représentants de ses Membres jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants.

- a) immunités d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;
- b) inviolabilités de tous papiers et documents;
- c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées;

- d) exemption pour eux-mêmes et pour leur conjoint à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;

- e) mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
- f) mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux Membres de missions diplomatiques d'un rang comparable.

SECTION 13

En vue d'assurer aux représentants des Membres du Conseil aux réunions du Conseil, du Comité technique permanent et des Comités du Conseil une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles, les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.

SECTION 14

Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en ce qui concerne le Conseil. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

SECTION 15

Les dispositions des sections 12 et 13 ne sont pas opposables aux autorités de l'Etat dont la personne est ressortissante ou dont elle est ou a été le représentant.

Article VI

Fonctionnaires du Conseil

SECTION 16

Le Conseil déterminera les catégories de fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du présent article.

Le Secrétaire général communiquera aux Membres du Conseil les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories.

SECTION 17

Les fonctionnaires du Conseil:

- a) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux (y compris leurs paroles et écrits) dans l'exercice de leurs fonctions et dans la limite de leurs attributions;
- b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont versés par le Conseil;

c) ne seront pas soumis, non plus que leur conjoint et les membres de leur famille vivaant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;

d) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;

e) jouiront, en période de crise internationale, ainsi que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable;

f) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé, et des les réexpédier en franchise vers leurs pays de domicile lors de la cessation de leurs fonctions.

SECTION 18

Outr les privilèges et immunités prévus à la Section 17, le Secrétaire Général du Conseil, taant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne son conjoint et ses enfants mineurs, jouira des privilèges, immunités exemptions et facilités accordés conformément du droit international, aux chefs de missions diplomatiques.

Le Secrétaire Général adjoint jouira dess privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux représentants diplomatiques de rang comparable.

SECTION 19

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt du Conseil et non pour leur bénéfice perssonnel. Le Secrétaire Général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts du Conseil. Seul le Conseil aura le droit de lever l'immunité du Secetaire Général.

ARTICLE VII

Expert en Mission pour le Conseil

Section 20

Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article VI9, lorsqu'ils accomplissent des missions pour le Conseil, jouissent pendant la durée de cette mission, y compris le temps du voyage, des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance, notamment de:

- a) l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages;
- b) l'immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux, compris leurs paroles et écrits, dans l'exercice de leurs missions et dans les limites de leurs attributions;
- c) l'inviolabilité de tous papiers et documents.

Section 21

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux experts dans l'intérêt du Conseil et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire Général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert, dans tous

les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où elle pourrait être levée sans porter préjudice aux intérêts du Conseil.

ARTICLE VIII

Abus des Privilèges

Section 22

Les représentants des membres aux réunions du Conseil, du Comité technique permanent et des Comités du Conseil, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, ainsi que les fonctionnaires visés à la Section 16 et à la Section 20, ne seront pas contraints par les autorités territoriales de quitter le pays dans lequel ils exercent leurs fonction en raison d'activités exercées par eux en leur qualité officielle. Toutefois, dans le cas où une telle personne abuserait du privilège de résidence en exerçant dans ce pays des activités sans rapport avec ses fonctions officielles, elle pourra être contrainte de quitter le pays par le Gouvernement de celui-ci, sous réserve des dispositions ci-après.

i) Les représentants des membres du Conseil ou les personnes jouissant de l'immunité diplomatique aux termes de la Section 18 ne seront pas contraints de quitter le pays si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicabel aux envoyées diplomatiques accrédités dans ce pays.

ii) Dans le cas d'un fonctionnaire auquel ne s'applique pas la Section 18, aucune décision d'expulsion ne sera prise sans approbation du Ministère des Affaires Etrangères du pays en question, approbation qui ne sera donnée qu'après consultation avec le Secrétaire Général du Conseil; et si une procédure d'expulsion et engagé contre un fonctionnaire dans cette procédure pour la personne contre qui la procédure est intentée.

Section 23

Le Secrétaire Général collaborera en tout temps avec les autorités compétentes des Membres du Conseil en vue de faciliter la bone administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans la présente Annexe.

ARTICLE XI

Règlement des Differends

Section

Le Conseil devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels le Conseil serait partie;
- b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire du Conseil qui, du fait de sa situation officielle, jouisse de l'immunité si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositoins des Sections 19 et 21.

ARTICLE X

Accords Complementaires

Section 25

Les Conseil pourra conclure avec une ou plusieurs des Parties Contractantes des accords complémentai-

res, aménageant, en ce qui concerne cette Partie Contractante ou ces Parties Contractantes, les dispositions de la présente Annexe.

CONVENÇÃO PARA CRIAÇÃO DE UM CONSELHO DE COOPERAÇÃO ADUANEIRA

Os Governos signatários da presente Convenção,

Considerando que convém assegurar aos seus regimes aduaneiros o mais alto grau de harmonização e uniformidade, e especialmente estudar os problemas ao desenvolvimento e progresso da técnica aduaneira e a respectiva legislação.

Convencidos de que haveria interesse para o comércio internacional em promover entre os Governos a cooperação nestas matérias, tendo em conta juntamente os factores económicos e a técnica aduaneira que ela implica;

Convencionaram o seguinte:

Artigo I

É criado um Conselho de Cooperação Aduaneira, na continuação denominado «Conselho».

Artigo II

a) São Membros do Conselho:

- i) As Partes Contractantes na presente Convenção;
- ii) O Governo de qualquer território aduaneiro autónomo no que se refere às suas relações comerciais externas que seja proposto pela Parte Contractante que tiver a responsabilidade oficial das relações diplomáticas do dito território e cuja admissão como membros distinto for aprovado pelo Conselho;

b) Qualquer Governo de um território aduaneiro distinto, Membro do Conselho em virtude do parágrafo (a) (ii) acima, cessará de ser Membro do Conselho por notificação ao Conselho da sua retirada pela Parte Contractante que assumir a responsabilidade oficial das suas relações diplomáticas;

c) Cada Membro do Conselho pode admitir, na qualidade de observadores, representantes de países não membros ou de organismos internacionais.

Artigo III

São funções do Conselho:

- a) Estudar todas as questões relativas à cooperação aduaneira que as Partes Contractantes convencionarem promover de conformidade com os objectivos gerais da presente Convenção;
- b) Examinar os aspectos técnicos dos regimes aduaneiros, assim como os factores económicos com estes relacionados, com vista a propor aos seus Membros meios práticos para obter o mais alto grau de harmonização e uniformidade;

- c) Elaborar projectos de convenção e de alterações às convenções e recomendar a sua adopção aos Governos interessados;
- d) Fazer recomendações para assegurar a interpretação e aplicação uniformes das convenções firmadas em virtude dos seus trabalhos, assim como da <convenção sobre a Nomenclatura para a classificação das Mercadorias nas Pautas Aduaneiras e da Convenção sobre o Valor aduaneiro das Mercadorias elaboradas pelo Grupo de Estudo para a União Aduaneira Europeia; com esse fim, desempenhar as funções que lhe forem expressamente prescritas pelas disposições das ditas Convenções;
- e) Fazer recomendações, como organismo de conciliação, para a solução das divergências que surgirem a respeito da interpretação ou da aplicação das Convenções referidas no parágrafo (d) acima, de conformidade com as disposições das ditas Convenções; as partes interessadas, de comum acordo, podem tomar o compromisso antecipado de conformar-se com a recomendação do Conselho;
- f) Promover a difusão das informações referentes à regulamentação e à técnica aduaneira;
- g) Fornecer aos Governos interessados, por sua iniciativa ou a pedido destes, informações ou pareceres sobre as questões aduaneiras compreendidas nos objectivos gerais da presente Convenção e fazer recomendações a este respeito;
- h) Cooperar com outros organismos intergovernamentais nas matérias da sua competência.

Artigo V

Os membros do Conselho fornecerão, a pedido deste, as informações e documentação de que necessite para cumprir a sua missão; todavia nenhum membro do Conselho será obrigado a fornecer informações confidenciais cuja divulgação entrave a aplicação da lei, seja contrária ao interesse público ou prejudique os interesses comerciais legítimos das empresas públicas ou privadas.

Artigo VI

O Conselho será assistido por um Comité Técnico Permanente e por um secretário-geral.

- a) O Conselho elegerá anualmente entre os delegados um presidente e pelo menos, dois vice-presidentes;
- b) Elaborará o seu regulamento interno por maioria de dois terços dos seus membros;
- c) Instituirá um comité da nomenclatura de conformidade com as disposições da Convenção sobre a nomenclatura para a classificação das mercadorias nas pautas aduaneiras e um comité do valor, conforme com as disposições da Convenção sobre o valor aduaneiro das mercadorias. Além disso, poderá instituir quaisquer outros comités que entenda necessários para a aplicação das Convenções visadas no artigo III (d) ou para qualquer outro objecto da sua competência;

- d) Determinará as tarefas prescritas ao Comité Técnico Permanente e os poderes que nele delega;
- e) Aprovará o orçamento anual, fiscalizará as despesas e dará ao Secretariado-Geral as directrizes necessárias no que respeita à sua administração financeira.

Artigo VII

- a) A sede do Conselho será em Bruxelas;
- b) O Conselho, o Comité Técnico Permanente e os comités criados pelo Conselho poderão reunir em local diferente do da sede do Conselho, se este assim o decidir;
- c) O Conselho reunirá, pelo menos, duas vezes por ano; a sua primeira reunião efectuar-se-á o mais tardar três meses depois da entrada em vigor da presente Convenção.

Artigo VIII

a) Cada membro do Conselho terá direito a um voto; todavia, nenhum membro poderá participar em votação sobre questões relativas à interpretação e à aplicação das convenções em vigor referidas no artigo III (d) acima que lhe não sejam aplicáveis ou sobre as emendas relativas a essas convenções;

b) Sob reservas do artigo VI (b), as decisões do Conselho serão tomadas por maioria de dois terços dos membros presentes com voto deliberativo. O Conselho só poderá pronunciar-se com validade sobre uma questão se estiver presente mais de metade dos seus membros com voto deliberativo no que se refere a essa questão.

Artigo IX

a) O Comité estabelecerá com as Nações Unidas, seus órgãos principais e subsidiários e suas instituições especializadas, assim como com quaisquer outros organismos intergovernamentais, todas as relações adequadas para segurar colaboração nas missões respectivas;

b) O Conselho poderá estabelecer os meios susceptíveis de facilitar as consultas e cooperação com os organismos não governamentais interessados em questões da sua competência;

Artigo X

a) O Comité Técnico Permanente compor-se-á de representantes dos Membros do Conselho. Cada Membro do Conselho poderá nomear um delegado e, um ou vários delegados suplentes para o representar no Comité.

Os representantes serão funcionários especializados nas questões de técnica aduaneira e poderão ser assistido por peritos.

b) O Comité Técnico Permanente reunirá pelo menos quatro vezes por ano.

Artigo XI

a) O Conselho nomeará o secretário-geral e secretário-geral adjunto e determinará as suas funções, obrigações, estatuto administrativo e duração de mandato.

b) O secretário-geral nomeará o pessoal administrativo do Secretariado-Geral. Os quadros e estatuto desse pessoal serão submetidos à aprovação do Conselho.

Artigo XII

a) Cada Membro do Conselho tomará a seu cargo as despesas da sua própria delegação no Conselho, no Comité Técnico Permanente e nos comités criados pelo Conselho.

b) As despesas do Conselho serão suportadas pelos seus Membros e distribuídas segundo tabela elaborada pelo Conselho.

c) O Conselho poderá privar de direito de voto qualquer Membro que não cumprir as suas obrigações financeiras no prazo de três meses depois de lhe ter sido notificado o quantitativo da sua contribuição.

d) Cada Membro do Conselho é obrigado a pagar integralmente a sua quota-parte anual nas despesas do exercício durante o qual se tornar Membro do Conselho e daquele em que a sua retirada se tornar efectiva.

Artigo XIII

a) O Conselho gozará, no território de cada um dos seus Membros, da capacidade jurídica necessária ao exercício das suas funções, tal como está definida no Anexo da presente Convenção.

b) O conselho, os representantes dos seus Membros, os conselheiros e peritos designados para os coadjuvar e os funcionários do Conselho gozam dos privilégios e imunidades definidos no dito Anexo.

c) Este faz parte integrante da presente Convenção e qualquer referência à Convenção aplicar-se-á igualmente a este Anexo.

Artigo XIV

As Partes Contratantes aceitam as disposições do Protocolo relativo ao Grupo de Estudos para a União Aduaneira Europeia, aberto à assinatura em Bruxelas na mesma data que a presente Convenção. Para estabelecer a tabela de contribuições visada no artigo XII (b) o Conselho tomará em consideração a participação dos seus Membros no Grupo de Estudos.

Artigo XV

A presente Convenção estará patente à assinatura até ao dia 31 de Março de 1951.

Artigo XVI

a) A presente Convenção será ratificada.

b) Os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que notificará desse depósito todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral.

Artigo XVII

a) A presente Convenção entrará em vigor desde que sete dos Governos signatários tenham depositado os respectivos instrumentos de ratificação.

b) Para qualquer Governo signatário que deposite o seu instrumento de ratificação ulteriormente, a

Convenção entrará em vigor na data do depósito desse instrumento de ratificação.

Artigo XVIII

a) O Governo de qualquer Estado não signatário da presente Convenção poderá aderir a esta a partir de 1 de Abril de 1951;

b) Os instrumentos de adesão serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que notificará desse depósito todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral.

c) Para qualquer Governo aderente, a presente Convenção entrará em vigor na data do depósito dos seus instrumentos de adesão, mas não antes da sua entrada em vigor, tal como está fixada no artigo XVIII (a).

Artigo XIX

A presente Convenção é firmada para duração ilimitada, mas qualquer Parte Contratante poderá denunciá-la em qualquer altura, cinco anos depois da sua entrada em vigor, tal como está fixada no artigo XVII (a). A denúncia tornar-se-á efectiva ao expirar o prazo de um ano, a contar da data da recepção da notificação de denúncia no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica. Este avisará dessa recepção todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral.

Artigo XX

a) O Conselho poderá recomendar às Partes Contratantes emendas à presente Convenção;

b) Qualquer Parte Contratante que aceite uma emenda notificará, por escrito, a sua aceitação ao Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que avisará todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral, da recepção da notificação de aceitação;

c) Uma emenda entrará em vigor três meses depois de terem sido recebidas no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica as notificações de aceitação de todas as Partes Contratantes. Quando uma emenda tiver sido aceite por todas as Partes Contratantes, o Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, avisará todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral, comunicando-lhes a data da emenda em vigor dessa emenda;

d) Depois da entrada em vigor de uma emenda nenhum Governo poderá ratificar a presente Convenção ou a ela aderir sem aceitar igualmente essa emenda.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus respectivos Governos, assinaram a presente Convenção.

Feito em Bruxelas, em quinze de Dezembro de mil novecentos e cinquenta (15 de Dezembro de 1950), em língua francesa e em língua inglesa, faz os dois igualmente fé num único original que será depositado nos arquivos do Governo Belga, que enviará cópias devidamente certificadas a todos os Governos signatários e aderentes.

ANEXO

Capacidade jurídica, privilégios e imunidades do Conselho

Artigo I

Definições

SECÇÃO I

Para aplicação do presente Anexo:

- (i) Para os fins do artigo III, as palavras «bens e haveres» aplicam-se também aos bens e fundos administrados pelo Conselho no exercício das suas atribuições orgânicas;
- (ii) Para os fins do artigo V, a expressão «representantes dos membros» compreende todos os representantes, representantes suplentes, conselheiros, peritos técnicos e secretários de delegações.

Artigo II

Personalidade jurídica

SECÇÃO 2

O conselho terá personalidade jurídica. Terá capacidade para:

- (a) Contratar;
- (b) Adquirir e dispor de bens imobiliários e mobiliários;
- (c) Ser parte em juízo.

Nestas matérias, o secretário-geral representa o Conselho.

Artigo III

Bens, fundos e haveres

SECÇÃO 3

O Conselho, seus bens e haveres, em qualquer local onde se encontrem e qualquer que seja o detentor, gozam de imunidade de jurisdição, salvo na medida em que ele tiver renunciado a esta num caso particular. Entende-se todavia que a renúncia não pode ser extensiva a medidas de execução.

SECÇÃO 4

Os locais do Conselho são invioláveis.

Os seus bens e haveres, em qualquer lugar onde se encontrem e seja qual for o seu detentor, estão isentos de busca, requisição, confiscação expropriação ou qualquer outra forma de compulsão executiva, administrativa, judiciária ou legislativa.

SECÇÃO 5

Os arquivos do Conselho e, de uma maneira geral, todos os documentos que lhe pertençam ou estejam confiados são invioláveis em qualquer local onde se encontrem.

SECÇÃO 6

Sem estar adstrito a nenhuma fiscalização, regulamentação ou moratória financeira:

- (a) O Conselho pode deter cambiais de qualquer natureza e ter contas em qualquer moeda;
- (b) O Conselho pode transferir livremente os seus fundos dum país para outro ou no interior de qualquer país e converter todas as cambiais por ele detidas em qualquer outra moeda.

SECÇÃO 7

No exercício dos direitos que lhe são conferidos em virtude da secção 6 acima, o Conselho terá em conta todas as representações que lhe forem feitas por um dos seus Membros e atendê-las-á até ao ponto em que entender que daí não resultará prejuízo para os seus próprios interesses.

SECÇÃO 8

O Conselho, seus haveres, rendimentos e outros bens:

- (a) Serão isentos de todos os impostos directos; entende-se, todavia, que o Conselho não pedirá a exoneração de impostos que sejam mera remuneração de serviços de utilidade pública;
- (b) Serão isentos de todos os direitos aduaneiros e de todas as proibições e restrições de importação ou exportação no que se refere a objectos importados ou exportados pelo Conselho para seu uso oficial; entende-se, no entanto, que os artigos assim importados em franquia não serão vendidos no território do país onde tenham sido introduzidos, a não ser em condições aprovadas pelo Governo desse país;
- (c) Serão isentos de todos os direitos aduaneiros e de todas as proibições e restrições no que se refere às suas publicações.

SECÇÃO 9

Embora o Conselho não reivindique, por via de regra, a exoneração de sisas e impostos sobre transacções incluídos no preço bens mobiliários ou imobiliários, no entanto, quando efectuar para seu uso oficial aquisições importantes cujo preço inclua encargos dessa natureza, os membros do Conselho, sempre que lhes for possível, tomarão as disposições administrativas apropriadas para a isenção ou o reembolso desses encargos.

Artigo IV

Facilidade de comunicações

SECÇÃO 10

Para as suas comunicações oficiais o Conselho gozará no território de cada um dos seus membros um tratamento não menos favorável que o concedido por esse membro a qualquer outro Governo, inclusive à sua missão diplomática, em matéria de prioridades, tarifas e taxas sobre correio, cabogramas, telegramas, radiotelegramas, telefotos, comunicações telefónicas e outras comunicações, assim como em matéria de tarifas de imprensa para as informações à imprensa e à rádio.

SECÇÃO 11

Não poderá ser aplicada censura à correspondência oficial e outras comunicações oficiais do Conselho.

A presente secção não poderá de maneira nenhuma interpretar-se como impedimento da adopção de medidas de segurança apropriadas, a determinar por acordo entre o Conselho e qualquer dos seus membros.

Artigo V

Representantes dos membros

SECÇÃO 12

Nas reuniões do Conselho, do Comité Técnico Permanente e dos Comités do Conselho, os representantes dos seus membros, durante o exercício das suas funções e nas viagens de ida e regresso do local de reunião, gozam dos privilégios e imunidades seguintes:

- (a) Imunidade de prisão ou detenção, de apreensão das suas bagagens pessoais, e imunidade de toda a jurisdição no que respeita aos actos por eles praticados na sua qualidade oficial inclusive as suas palavras e escritos);
- (b) Inviolabilidade de todos os papéis e documentos;
- (c) Direito de usar códigos de receber documentos ou correspondência por correios ou por malas seladas;
- (d) Isenção para si próprios e para os cônjuges em relação a todas as medidas restritivas de imigração e a todas as formalidades de registo de estrangeiros nos países por eles visitados ou atravessados no exercício das suas funções;
- (e) Facilidades iguais às concedidas aos representantes dos Governos estrangeiros em missão oficial temporária, no referente a restrições monetárias ou cambiais;
- (f) Facilidades e imunidades iguais às concedidas aos membros de missões diplomáticas de categoria comparável, no referente às suas bagagens pessoais.

SECÇÃO 13

A fim de assegurar aos representantes dos membros do Conselho nas reuniões do Conselho, do Comité Técnico Permanente e dos Comités do Conselho uma liberdade completa de palavra e uma absoluta independência no desempenho das suas funções, continuara a ser-lhes concedida, mesmo depois de terminados os seus mandatos, a imunidade de jurisdição relativamente às suas palavras, escritos e actos decorrentes do exercício das suas funções.

SECÇÃO 14

Os privilégios e imunidades são concedidos aos representantes dos Membros para garantir completa independência ao exercício das suas funções em relação ao Conselho, e não para seu benefício pessoal. Por consequência, qualquer Membro tem não somente o direito, mas também o dever, de suspender a imunidade a um seu representante em todos os casos em que no seu entender a imunidade impeça que se faça justiça e em que a imunidade possa ser suspensa sem prejuízo para o fim para que foi concedida.

SECÇÃO 15

As disposições das secções 12 e 13 não são aplicáveis às autoridades do Estado de que a pessoa é nacional ou de que ela é ou foi representante.

Artigo VI

Funcionários do conselho

SECÇÃO 16

O Conselho determinará as categorias de funcionários aos quais se aplicam as disposições do presente artigo.

O secretário-geral comunicará aos Membros do conselho os nomes dos funcionários incluídos nessas categorias.

SECÇÃO 17

Os funcionários do Conselho:

- (a) Gozarão de imunidade de jurisdição relativamente aos actos que praticarem no exercício das suas funções e no limite das suas atribuições (inclusive a suas palavras e escritos);
- (b) Serão exonerados de todos os impostos sobre vencimentos e emolumentos que lhes forem pagos pelo Conselho;
- (c) Não serão sujeitos, bem como os seus cônjuges e as pessoas de família a seu cargo, a medidas restritivas relativas à imigração nem a formalidades de registo de estrangeiros;
- (d) Gozarão, no referente a facilidades cambiais, dos mesmos privilégios que os membros das missões diplomáticas de categoria comparável;
- (e) Gozarão, bem como os seus cônjuges e as pessoas de família a seu cargo, em período de crise internacional das mesmas facilidades de repatriamento que os membros das missões diplomáticas de categoria comparável;
- (f) Gozarão do direito de importar em franquia o seu mobiliário e objectos de uso pessoal por ocasião da sua primeira entrada em funções no país interessado, e de os reexpedir com franquia para o seu país de domicílio quando cessarem as suas funções.

SECÇÃO 18

Além dos privilégios e imunidades previstos na secção 17, o secretário-geral do Conselho gozará, bem como o seu cônjuge e os filhos menores, dos privilégios, imunidades isenções e facilidades concedidos aos chefes de missões diplomáticas segundo as normas de direito internacional.

O secretário-geral adjunto gozará dos privilégios, imunidades, isenções e facilidades concedidos aos representantes diplomáticos de categoria comparável.

SECÇÃO 19

Os privilégios e imunidades são concedidos aos funcionários unicamente no interesse do Conselho, e não para seu benefício pessoal. O Secretário-Geral poderá e deverá suspender a imunidade concedida a um funcionário em todos os casos em que no seu entender essa imunidade impeça que se faça justiça e em que a imunidade possa ser suspensa sem prejuízo para os interesses do conselho. O direito de suspender a imunidade do Secretário-geral pertence exclusivamente ao Conselho.

Artigo VII

Peritos em missão do Conselho

SECÇÃO 5

Os peritos (que não sejam os funcionários visados no artigo VI), quando desempenhem missões do Conselho e durante o tempo que essas missões durarem, inclusive o tempo de viagem, gozarão dos privilégios, imunidades e facilidades necessários para o exercício das suas funções com toda a independência, em particular as seguintes:

- (a) Imunidade de prisão ou detenção e de apreensão das suas bagagens;
- (b) Imunidade de jurisdição relativamente aos actos que praticarem no exercício das suas missões e no limite das suas atribuições (inclusive as suas palavras e escritos);
- (c) Inviolabilidade de todos os papéis e documentos.

SECÇÃO 21

Os privilégios, imunidades e facilidades são concedidos aos peritos no interesse do Conselho, e não para seu benefício pessoal. O secretário-geral poderá e deverá suspender a imunidade concedida a um perito em todos os casos em que no seu entender essa imunidade impeça que se faça justiça e em que a imunidade possa ser suspensa sem prejuízo para os interesses do Conselho.

Artigo VIII

Abusos de privilégios

SECÇÃO 22

Os representantes dos Membros nas reuniões do Conselho, do Comité Técnico Permanente e dos Comités do Conselho, durante o exercício das suas funções e nas viagens de ida ou de regresso do local de reunião, assim como os funcionários referidos na secção 20, não serão obrigados pelas autoridades territoriais a sair do país em que exercem as suas funções em virtude de actividades por eles exercidas na sua qualidade oficial. Todavia, no caso em que uma das ditas pessoas abuse do privilégio de residência exercendo nesse país actividades sem relação com as suas funções oficiais, poderá ser obrigada a sair do país pelo Governo deste, sob reserva das disposições seguintes:

- (i) Os representantes dos Membros do Conselho ou as pessoas que beneficiem de imunidade diplomática nos termos da secção 18 só serão obrigados a sair do país de conformidade com as fórmulas de processo diplomático aplicáveis aos enviados diplomáticos acreditados nesse país;
- (ii) No caso de um funcionário ao qual não seja aplicável a secção 18, não será tomada nenhuma decisão de expulsão sem a aprovação do Ministério dos Negócios Estrangeiros do país em causa, aprovação que só será dada após prévia consulta ao Secretário-Geral do Conselho; e se for instaurado processo de expulsão contra um funcionário, o Secretário-Geral do Conselho terá o direito de intervir

nesse processo a favor da pessoa contra quem o processo tenha sido instaurado.

SECÇÃO 23

O secretário-geral colaborará a todo o tempo com as autoridades competentes dos Membros do conselho para facilitar a boa administração da justiça, assegurar a observância dos regulamentos de polícia e evitar qualquer abuso a que possam dar ensejo os privilégios, imunidades e facilidades enumerados no presente Anexo.

Artigo IX

Solução de divergências

SECÇÃO 24

O Conselho deverá prever formas de solução apropriadas para:

- (a) Os litígios em matéria de contratos ou outros litígios de direito privado em que o Conselho seja parte;
- (b) Os litígios em que esteja implicado um funcionário do Conselho que em virtude da sua situação oficial beneficie de imunidade, se essa imunidade não tiver sido suspensa de conformidade com as disposições das secções 19 e 21.

Artigo X

Acordos complementares

SECÇÃO 25

O Conselho poderá concluir acordos complementares com uma ou algumas das Partes Contratantes, para facilidade de aplicação das disposições do presente Anexo relativamente a essa Parte Contratante ou a essas Partes Contratantes.

Resolução nº 11/IV/92

de 9 de Abril

A Assembleia Nacional Popular vota, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1º

São aprovados o relatório e as linhas gerais do Orçamento Privativo da Assembleia Nacional Popular para o ano económico de 1992 anexos a este diploma, do qual fazem partes integrante.

Artigo 2º

A previsão das receitas é de 85 550 000\$00 e o limite das despesas é fixada em igual quantia.

Artigo 3º

O Conselho Administrativo, mediante autorização da Mesa, poderá contrair empréstimos junto das instituições nacionais de crédito para obviar a satisfação de necessidades importantes ou urgentes, desde que haja recurso financeiro que garanta a amortização dos referidos empréstimos.

Artigo 4º

1. No decurso do primeiro semestre não poderão ser feitos quaisquer reforços de verba.

2. Não poderão ser feitos, com referências às despesas variáveis, reforços em quantitativos superiores à metade da verba a reforçar, salvo casos excepcionais ou de inadiável urgência reconhecidos pelo Conselho Administrativo.

Artigo 5º

Esta Resolução entre em vigor com efeitos retroactivos a 1 de Janeiro de 1992.

Aprovada em 27 de Fevereiro de 1992.

Publique-se.

O presidente da Assembleia Nacional Popular, —
Amílcar Fernandes Spencer Lopes.

CONSELHO ADMINISTRATIVO

Tabela das receitas previstas para 1992

Capítulo	Artigo	Designação da receitas	Parciais	Totais
		<i>Receitas correntes:</i>		
		Publicações e impressos	50 000\$00	
		Rendimentos diversos	500 000\$00	
		Dotação inscrita no O.G.E.	70 600 000\$00	
		Saldo orçamental	1 000 000\$00	72 150 000\$00
		<i>Receitas de capital:</i>		
		Rendimento de bens próprios e patrimoniais	4 000 000\$00	
		Dotação inscrita no O.G.E.	7 400 000\$00	11 400 000\$00
		<i>Receitas consignadas:</i>		
		Subvenção aos partidos políticos	—\$—	
		Subsídios ao C.C.S.	2 000 000\$00	2 000 000\$00
		Total geral		85 550 000\$00

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional Popular, aos 4 de Fevereiro de 1992. — O Secretário-Geral, *Pedro Duarte*, O Presidente, *António Espírito S. Fonseca*.

CONSELHO ADMINISTRATIVO

Mapas de receitas e despesas a serem pagos no decorrer do ano económico de 1992 pelo orçamento privativo da Assembleia Nacional Popular

Designação	Importância		Designação	
	Parciais	Totais		
<i>Receitas correntes:</i>				
Publicações e impressos	50 000\$00		Vencimentos e salários	22 128 400\$00
Rendimentos diversos	500 000\$00		Outras remunerações	8 216 000\$00
Dotação inscrita no O.G.E.	70 600 000\$00	72 450 000\$00	Deslocações	27 330 000\$00
Saldo orçamental	1 300 000\$00		Bens duradouros	1 000 000\$00
<i>Receitas de capital:</i>			Bens não duradouros	4 900 000\$00
Rendimento de bens próprios e patrimoniais	4 000 000\$00		Aquisições de serviços	8 910 000\$00
Dotação inscrita no O.G.E.	7 400 000\$00	11 400 000\$00	Transferências — Sector público	2 000 000\$00
<i>Receitas consignadas:</i>			Outras despesas correntes	3 050 000\$00
Subvenção aos partidos políticos	—\$—		Despesas de capital	7 400 000\$00
Subsídios ao C.C.S.	2 000 000\$00	2 000 000\$00	Prestações directas — Prev. social	615 200\$00
Total geral		85 850 000\$00	Total geral	85 850 000\$00

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional Popular, aos 4 de Fevereiro de 1992. — O Secretário-Geral, *Pedro Duarte*, O Presidente, *António Espírito S. Fonseca*.

Resolução nº 12/IV/92

de 9 de Abril

A Assembleia Nacional Popular vota, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, a seguinte resolução:

Artigo único

A Comissão Eventual para os símbolos nacionais (Bandeira, Armas e Hino) criada pela resolução nº 7/IV/91, de 30 de Dezembro, é integrada pelos seguintes Deputados:

1. Teófilo Santos Silva (Presidente)
2. Cipriano Semedo Tavares
3. Adalberto Higino Tavares Silva
4. António Jorge Delgado
5. Maria da Glória Silva

Aprovada em 28 de Fevereiro de 1992.

Publique-se.

O presidente da Assembleia Nacional Popular, — *Amilcar Fernandes Spencer Lopes*.

Resolução nº 13/IV/92

de 9 de Abril

A Assembleia Nacional Popular vota, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, a seguinte resolução:

Artigo único

Para o preenchimento das vagas existentes nas Comissões Especializadas Permanentes e no Grupo Cabo-Verdiano da UIP, o Plenário deliberou proceder às seguintes substituições:

1. Comissões Especializadas Permanentes:

- a) De Assuntos Constitucionais e Jurídicos
 - o Deputado João de Deus Lopes da Silva, Júnior, pelo Deputado Arnaldo Pereira Silva;
- b) De Cultura, Educação, Ciência e Tecnologia
 - o Deputado Eutrópio Lima da Cruz, pela Deputada Maria Guilhermina Teixeira Marques Tavares;
 - O Deputado Pedro Alexandre Rocha, pelo Deputado Arlindo do Rosario;
- c) De Poder local e Desenvolvimento Regional
 - a Deputada Maria Guilhermina Teixeira Marques Tavares, pelo Deputado José Geraldino Silva;
 - o Deputado César Augusto Barbosa de Almeida, pelo Deputado José Maria Gonçalves de Barros.
- d) De Relações Exteriores e Emigração
 - O Deputado João de Henrique Dias da Fonseca, pelo Deputado Alfredo Eugénio Barbosa Fernandes.

2. Grupo Cabo-Verdiano da UIP:

- O Deputado Eutrópio Lima da Cruz, pela Deputada Maria Guilhermina Teixeira Marques Tavares.

Aprovada em 28 de Fevereiro de 1992.

Publique-se.

O presidente da Assembleia Nacional Popular, — *Amilcar Fernandes Spencer Lopes*.